

POLITIQUE DU CANADA DANS LA CRISE INTERNATIONALE ACTUELLE

Texte d'une allocution radiodiffusée, prononcée par M. L. B. Pearson, sur la chaîne nationale de Radio Canada, le 5 décembre 1950.

JE VOUS PARLE ce soir de Lake-Success, au moment où vont s'ouvrir des débats lourds de conséquences. C'est pourquoi je veux vous dépeindre la situation telle qu'elle m'apparaît et vous exposer aussi franchement, aussi sincèrement et aussi objectivement que possible, la politique qu'à mon avis nous devrions suivre. Afin de vous donner une idée juste de la crise actuelle, je me permettrai d'évoquer la situation internationale telle qu'elle se présentait avant l'attaque déclenchée le 25 juin dernier contre la République de Corée. Il existait alors, dans le monde, un certain équilibre instable entre les pays soumis à l'influence et à la domination du communisme soviétique et ceux où régnaient encore des institutions libres. Tant que cet équilibre subsistait, si fragile, si précaire et si peu satisfaisant fût-il, il y avait lieu d'espérer que ces deux formes de sociétés pourraient exister côte à côte, ne fût-ce que sur une base de tolérance mutuelle; il y avait lieu d'espérer aussi qu'avec le temps, il se produirait dans le régime communiste soviétique, des changements qui auraient pour effet de rendre leur liberté aux peuples actuellement assujettis à la tyrannie, ou qui permettraient peut-être de réconcilier les divergences politiques.

Cet équilibre était marqué par une ligne territoriale assez tranchée qui séparait les peuples libres des sphères soviétiques. Dans certaines régions, il était impossible de délimiter exactement cette ligne. Dans certaines autres, à la frontière du secteur ouest de Berlin, par exemple, et le long du 38ème parallèle en Corée, elle était nette et indiscutable.

La ligne qui sépare les deux mondes, et qui enjambe parfois sur les frontières nationales, n'était pas de ces choses qui nous plaisaient. Mais elle semblait pour le moment, constituer la seule base possible de la trêve précaire à laquelle nous avons donné le nom de paix.

Cet équilibre a été rompu par l'attaque communiste contre la République de Corée. Dès le début, il fut manifeste que cet acte d'agression ouverte et armée pourrait avoir des conséquences qui nous empêcheraient de renouer des rapports tant soit peu tolérables avec le monde soviétique et qui pourraient même aboutir à une troisième guerre mondiale. L'une des accusations les plus graves qui pèsent sur le gouvernement nord-coréen et sur les gouvernements de Moscou et de Pékin qui l'appuyaient, c'est qu'ils étaient disposés à courir cet énorme risque non seulement pour eux-mêmes, mais pour le monde entier.

Depuis l'attaque déclenchée contre la République de Corée, nous avons toujours estimé que les efforts de ceux qui appuient l'action des Nations Unies, devaient tendre uniquement à vaincre l'agression et à suspendre la réaction en chaîne qui aurait pu en suivre le succès. Les dirigeants politiques de l'Union soviétique et de ses satellites communistes pouvaient miser sur l'avenir du monde pour étendre les limites du système qu'ils dominent. Nous n'étions pas prêts à jouer ainsi le tout pour le tout. Conscients de la part de responsabilité que nous imposent le maintien de la paix et de la liberté et, en fait, la protection de l'humanité contre les destructions massives que les armes modernes rendent possibles, nous avons cru et nous continuons de croire, qu'en réprimant l'agression, notre action devait se borner à rétablir la liberté et l'unité en Corée. Ceux qui, bravement et fermement, ont dirigé l'effort des Nations Unies, sont les États-Unis. Je suis certain que nos voisins, malgré les actes de provocation et en dépit des accusations contraire des communistes chinois, n'ont jamais songé à profiter de la situation coréenne pour renforcer ou étendre leur